



Déclaration liminaire
au Comité Technique Local
du Morbihan
13 novembre 2014

Monsieur le Président,

La DGFIP est aujourd'hui dans la tourmente.

Si la CGT a toujours été sans illusion au sujet de la démarche stratégique, la réalité que nous vivons déjà aujourd'hui et la politique d'austérité renforcée qui se met en œuvre sont très inquiétantes pour l'avenir de nos missions.

Nous subissons depuis des années les suppressions d'emplois à la DGFIP et la diminution de nos moyens de fonctionnement. La CGT n'a cessé d'alerter sur les conséquences de cette politique.

Aujourd'hui, nous entrons dans une période intensive d'attaques toujours plus fortes contre notre Direction.

Lors des derniers groupes de travail, les missions fiscales ont fait l'objet d'une série d'annonces en la matière :

- SIE : l'annonce des regroupements et des fusions est maintenant officielle
- SIP/CDIF
- Fusion SPF/PE
- Centres de contacts
- Contrôle fiscal : refonte du CF avec une vision de « service aux entreprises », suppressions de brigades dans les directions départementales.

Les missions de la gestion publique ne sont pas en reste : pas d'annonces officielles mais en lisant la presse ou le journal officiel, nous pouvons deviner les prochaines réorganisations.

- La loi de modernisation de la vie des entreprises permet le transfert de compétences toujours plus importante vers le secteur privé. Le recouvrement des produits locaux est visé. Selon certains calculs, c'est plus d'1/4 de l'activité d'une trésorerie municipale qui pourrait être touchée.
- La loi « Hôpitaux Patients Santé et Territoires » vise toujours à regrouper la gestion des hôpitaux sur une structure.
- La réforme territoriale est la clé de l'avenir de ces missions : regroupement des paieries régionales, disparition des départements, intercommunalité minimale de 20 000 habitants...

Quant aux missions dites de fonctions supports, elles ne sont pas mieux loties :

- Avec la mise en place des centres de service ressources humaines, les services de proximité perdront des compétences.
- L'ouverture du chantier de l'interministérialité annonce également de grands changements.
- Nous devons faire face à une diminution considérable du budget informatique. Le décret du 1^{er} août 2014 a placé l'informatique de la DGFIP sous la tutelle du Premier Ministre qui dépossède encore plus la DGFIP de son autonomie en la matière.

La circulaire relative aux heures d'ouverture au public nous fait également craindre le pire, c'est un nouveau recul pour le service public, pour l'accueil et notamment celui des publics en difficulté, c'est inacceptable.

Des directions départementales ont commencé à appliquer cette circulaire. **Monsieur le Directeur, quelles sont vos intentions pour la Direction du Morbihan ?**

Cette situation est la conséquence des politiques d'austérité menées depuis des années par les différents gouvernements. Cette situation vient aussi clairement d'une volonté de mettre fin au contrôle de l'État dans la vie économique. Ainsi, **après avoir mis à mal la DGCCRF, après avoir conduit les Douanes pratiquement à leur perte, l'objectif est de démanteler le contrôle qu'exerce la DGFIP sur les fonds publics et sur le contrôle fiscal.**

Les conséquences pour les agents de la DGFIP, ce sont de nouvelles suppressions d'emplois auxquelles il faut rajouter des milliers de vacances d'emplois (3000 env) et des conditions de travail toujours plus dégradées.

Monsieur le Directeur, pouvez-vous nous donner le nombre de suppressions d'emplois dans le Morbihan et leur localisation ?

La diminution des budgets conduit à des choix toujours plus difficiles en terme de fonctionnement. **Ce point est à l'ordre du jour, pouvez-vous annoncer que le Morbihan arrivera à finir l'année et quelles seront les prochaines mesures d'économie mises en œuvre pour 2015 ?**

Les agents et leurs représentants n'acceptent pas une telle situation et se mobilisent.

Les agents des Domaines sont dans l'action aujourd'hui et demandent notamment l'ouverture de négociations sur leur régime indemnitaire.

Au niveau Fonction Publique, 4 organisations (CGT, Solidaires, FA-FP, FSU) ont fait le choix d'appeler à une journée de mobilisation le 18 novembre.

À la DGFIP et dans le Morbihan, la CGT Finances Publiques appelle tous les agents à être en grève le 18 novembre, afin d'imposer d'autres choix !